

Contribution

• **Miner le PSU c'est faire le jeu du réformisme**

Michel DESTOT.

A ne voir du P.S.U. que ses difficultés internes, on pourrait finir par croire que beaucoup de camarades se plaisent dans cet état de crise stérilisant. On peut comprendre l'intérêt de l'état-major du P.S., à voir un P.S.U. affaibli, émiété... d'où sortiront bientôt des militants à repêcher et quelques milliers de voix à récupérer. On comprend moins bien par contre ce qui peut pousser des camarades membres du P.S.U. et qui clament par ailleurs fort haut leur appartenance au mouvement révolutionnaire, à miner de l'intérieur en collaboration objective avec des forces extérieures, un parti considéré pourtant par tous comme le principal outil politique révolutionnaire de ce pays, et ce, en dépit de toutes les difficultés qu'il rencontre dans sa longue marche au socialisme. La Gauche Révolutionnaire nous fait savoir qu'elle prépare sa rupture avec l'ensemble du parti et attend pour cela les conditions qui lui seront les plus favorables. Soit, c'est son affaire. Mais le reste du parti, l'écrasante majorité, doit-il rester impassible devant cette situation qui le bloque sur lui-même, de peur de perdre des plumes s'il prend quelque risque ? Le prochain Conseil National doit prendre acte qu'il y a effectivement « deux partis dans le parti » et reconnaître dans la foulée l'autonomie politique et organisationnelle de la G.R.

Pas de procédé juridique, pas de condamnation disciplinaire, mais choix politique clair imposé par une décision collective du parti, reposant sur le constat pur et simple des faits proclamés par la G.R. elle-même. Car l'important, nous le savons, c'est après... Ne nous trompons pas d'objectifs, n'abandonnons pas toutes nos forces à des batailles d'arrière-garde qui nous font désertir pendant ce temps le terrain des luttes sociales et politiques. Car le paradoxe de la situation est saisissant. Jamais peut-être dans son histoire, les

chances du P.S.U. et du mouvement révolutionnaire n'ont été aussi grandes. Jugeons. L'échec criant de la politique « sociale » de Chaban, la multiplication des scandales rendus publics, la défaite du pouvoir au dernier référendum, mettent le régime en péril, incapable qu'il est d'assurer sa propre survie après 14 ans de règne sans partage. C'est cette situation de crise ouverte qui rend plus actuel que jamais le développement d'une alternative politique révolutionnaire.

Or que voit-on au sein du mouvement ouvrier ? Le P.C. et la C.G.T. se replient sur eux-mêmes, refusant d'impulser tout mouvement, toute dynamique quelle qu'elle soit. Par crainte de se laisser « déborder », de ne plus contrôler « à gauche » l'ensemble des forces politiques en jeu ; par peur d'un nouveau « mai 68 », le courant communiste préfère tout bloquer, quitte à casser provisoirement en deux le mouvement ouvrier.

Mais alors quelle issue politique possible pour le réformisme ? ... L'Unité de la gauche ? qui y croit ? ... Sûrement pas le P.C. qui se rend compte qu'une prise de pouvoir en France, même électorale, est difficile aujourd'hui sur ses propres bases, l'existence d'un courant socialiste réel (l'extrême-gauche du P.S., militants C.F.D.T., C.D.J.A., P.S.U., inorganisés, groupes révolutionnaires...) remettant en cause le jeu d'alliances tranquilles d'avant 68, sans d'ailleurs proposer une véritable alternative politique, en raison de son inorganisation et de la confusion de son expression publique. ... Sûrement pas non plus Mitterrand dont les hésitations actuelles ou la « prudence » remarquée au lendemain d'un référendum qui lui a été plutôt favorable montrent bien l'embarras du P.S. qui doit continuer d'affirmer sa position « unitaire » traditionnelle (pour maintenir un semblant de cohésion interne) sans bien savoir ce que veut réellement le P.C.

Bref, l'initiative de l'offensive politique ne peut

désormais être le fait que du mouvement révolutionnaire. Et cette initiative est possible. L'une des raisons essentielles de cet espoir est peut-être l'évolution globale de la C.F.D.T. vers des positions socialistes révolutionnaires, en dépit du poids des contradictions qu'elle continue de véhiculer (ses courants sociaux-démocrates, son penchant anarcho-sindicaliste, la faiblesse politique de nombreux de ses militants). Nous savons que nous lui devons d'une certaine façon une tentative de déblocage de la situation créée au sein du mouvement ouvrier par le P.C. et la C.G.T. et de l'isolement politique qui nous guettait. Mais nous savons aussi qu'il faut à présent passer à un stade d'affirmation politique plus clair en exprimant ce qui est sous-jacent dans toutes les luttes sociales qui secouent aujourd'hui le pays : les termes d'une alternative révolutionnaire. Et à mesure que les illusions réformistes s'estompent, que l'horizon révolutionnaire se desserre, le silence du P.S.U. devient de plus en plus coupable.

Car ce n'est pas l'ultra-gauche, avec ses composantes spontanéistes et populistes, avec son mépris des rapports de force, sa ligne politique symbolique et exemplaire mais coupée de l'ensemble des travailleurs qui permettra le déploiement d'une véritable offensive collective de masse, seule capable de conduire à la victoire. Pour vaincre, il faut dépasser la vision étriquée et étroitement organisationnelle (à l'image des innombrables sectes qui se sont succédé depuis 40 ans) d'un mouvement révolutionnaire qui s'identifierait à la somme des différents groupes dits révolutionnaires et du P.S.U., alors que justement la réalité des luttes et des actions de masse (Joint Français par exemple) montre que ce mouvement révolutionnaire recouvre une tout autre réalité, c'est-à-dire une quantité considérable de camarades qui se situent en dehors de tout groupe et qui mènent leur combat politique le plus souvent à l'intérieur des mouvements de masse (C.F.D.T., C.D.J.A., F.E.N., C.G.T....). Pour gagner, il faut renoncer aussi à la vision mythique d'un pôle révolutionnaire conçu comme mouve-

ment sans structure et sans organisation, où tout se fondrait dans un vaste mouvement de base (assemblée générale des travailleurs, comités de base...) où les courants politiques « traditionnels » disparaîtraient, comme par enchantement, sous la spontanéité des masses.

La victoire du socialisme dans ce pays passe au contraire par le développement d'une force politique réelle capable de manifester que l'enjeu des batailles qui se mènent ici et là n'est pas de confier « les destinées nationales » à des camarades délégués qui auraient combiné le partage des responsabilités autour d'un tapis vert, mais d'arracher le pouvoir politique et économique à la bourgeoisie pour décider collectivement du développement des forces productives et de la façon dont s'organisera, en conséquence la vie sociale du pays. C'est se battre pour l'unité des travailleurs, c'est-à-dire pour une unification de leurs luttes qui débouchera dans la phase d'affrontement central sur la grève générale, la paralysie de l'appareil de production capitaliste ouvrant la voie à la gestion collective par les travailleurs de leur outil, travail et formation en vue de l'édification d'une société autogérée. Trop de tournants ont été manqués, trop d'espoirs nés en mai 68 ont été déçus pour nous satisfaire longtemps encore de notre état de relative impuissance. Alors que le régime qui nous gouverne étale au grand jour ses lézardes, nous ne pouvons laisser sombrer ainsi dans la résignation ou l'attentisme la principale force porteuse d'espérance révolutionnaire. Cela exige du P.S.U. une attitude militante beaucoup plus offensive. Cet effort collectif est possible.

Ceux qui ne voudraient pas en terminer avec cette situation de flottement politique entretenue par tous les courants centrifuges qui entament la crédibilité et la puissance du P.S.U. et du mouvement révolutionnaire, comme ceux qui se satisferaient d'un P.S.U. amoindri, recroquevillé sur lui-même, sans horizon, ne feraient en fait que relancer les forces réformistes !